

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/GC/W/199

7 juin 1999

(99-2271)

Conseil général

Original: anglais

PRÉPARATION DE LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DE 1999

Négociations sur l'agriculture

Accès aux marchés - Droits de douane

Communication de l'Australie

La Mission permanente de l'Australie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 4 juin 1999.

1. L'Australie a présenté dans le document WT/GC/W/156 la déclaration sur une vision d'avenir du Groupe de Cairns, qui énonce les objectifs du groupe concernant les négociations sur l'agriculture. La proposition spécifique ci-après est conforme à cette déclaration et est présentée pour examen dans le cadre du processus préparatoire.

Proposition

2. Dans le cadre des négociations sur l'agriculture, les Membres devraient convenir d'une expansion majeure des possibilités d'accès aux marchés, notamment par un abaissement notable de tous les droits de douane, y compris la réduction des crêtes tarifaires et l'élimination de la progressivité des droits.

Contexte

3. Les droits de douane appliqués aux produits agricoles sont en moyenne plus élevés que les droits appliqués aux autres marchandises. Des droits de 300 pour cent ou davantage ne sont pas inhabituels dans le secteur agricole. Ces crêtes tarifaires provoquent une grave distorsion du commerce et empêchent dans bien des cas tout échange commercial.

4. De plus, la progressivité des droits reste un obstacle très gênant, et le problème touche souvent des produits qui présentent un intérêt particulier pour les pays en développement. Les droits composés et autres droits complexes viennent encore réduire le caractère prévisible des échanges.

5. Il est nécessaire de procéder à des négociations sur tous les droits de douane du secteur agricole, y compris ceux qui s'appliquent dans le cadre des contingents tarifaires, pour atteindre les objectifs suivants: établir un système de commerce des produits agricoles équitable et favorisant les mécanismes du marché, et corriger et prévenir les distorsions sur les marchés agricoles mondiaux. Ces négociations sont aussi nécessaires pour aligner les conditions du commerce des produits agricoles sur celles du commerce des autres marchandises.
